

La semaine aura confirmé un changement de régime sur les marchés actions. Après avoir incarné le principal moteur haussier depuis 2 ans, l'intelligence artificielle devient désormais un facteur de doute et de dispersion sectorielle.

D'une part, les investisseurs s'interrogent de plus en plus sur la rentabilité des investissements massifs engagés dans l'IA, d'autant que ces dépenses sont désormais financées par la dette et non plus uniquement par la trésorerie abondante des grands groupes.

D'autre part, après avoir d'abord sanctionné les éditeurs de logiciels, la défiance s'est étendue aux valeurs immobilières, logistiques et financières. Le marché semble désormais davantage préoccupé par les risques de disruption que par les gains de productivité potentiels.

Espoir de baisse de taux aux Etats-Unis

Sur le plan macroéconomique, le marché du travail aux Etats-Unis envoie des signaux contradictoires. Les créations d'emplois de janvier ressortent à 130'000, avec un taux de chômage en recul à 4.3%, témoignant d'une certaine résilience. Mais les indicateurs avancés racontent une autre histoire : révisions en baisse des créations d'emplois, recul des offres d'emploi et des intentions d'embauche et hausse des demandes d'allocations. De plus, la confiance du consommateur reste dégradée et les ventes au détail stagnent.

L'indice des prix à la consommation (CPI) ralentit à 2.4% sur un an en janvier, contre 2.7% précédemment et 2.5% attendu. Ce chiffre redonne des marges de manœuvre à la Fed et un espoir aux investisseurs de plusieurs baisses de taux pour 2026.

Les déclarations du conseiller économique Kevin Hassett, évoquant une future dégradation de l'emploi, ont accentué la pression baissière sur le dollar et les rendements, renforçant le scénario d'un pivot monétaire plus rapide. Le 10 ans et le 2 ans US perdant tous deux plus de 10 pb vendredi.

En Suisse, l'inflation confirme un régime de stabilité quasi structurel. L'IPC recule de 0.1% sur un mois et progresse de seulement 0.1% sur un an. Les loyers demeurent le principal moteur des prix, mais la Banque nationale suisse devrait maintenir le statu quo monétaire.

L'essentiel en bref

	USD/CHF	EUR/CHF	SMI	EURO STOXX 50	DAX 30	CAC 40	FTSE 100	S&P 500	NASDAQ	NIKKEI	MSCI Emerging Markets
Dernier	0.77	0.91	13'600.67	5'985.23	24'914.88	8'311.74	10'446.35	6'836.17	22'546.67	56'941.97	1'555.12
Tendance	⬇️	➡️	⬆️	➡️	➡️	⬆️	⬆️	⬇️	⬇️	⬆️	⬆️
%YTD	-3.17%	-2.14%	2.51%	3.35%	1.73%	1.99%	5.19%	-0.14%	-2.99%	13.12%	10.73%

(valeurs du vendredi précédent la publication)

Ce document, purement informatif, se base sur des informations récoltées auprès de sources considérées comme fiables et à jour, sans garantie d'exactitude ou d'exhaustivité. Les marchés et produits financiers sont par nature sujets à des risques de pertes importants qui peuvent s'avérer incompatibles avec la tolérance au risque du lecteur. Les performances passées reflétées cas échéant dans ce document ne sont pas des indicateurs de résultats pour le futur. Ce document ne constitue pas un conseil ou une offre d'achat ou de vente de titres ou de quelque produit financier que ce soit à l'intention du lecteur et n'engage ainsi en aucun cas la responsabilité de la Banque. La Banque se réserve le cas échéant le droit de s'écartier des avis exprimés dans ce document, notamment dans le cadre de la gestion des mandats de ses clients et de la gestion de certains placements collectifs. La Banque est une banque suisse soumise à la surveillance et à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle n'est ni au bénéfice d'une autorisation, ni surveillée par un régulateur étranger. Par conséquent, la diffusion de ce document hors de Suisse, comme la vente de certains produits à des investisseurs résidents ou domiciliés hors de Suisse, peuvent être soumis à des restrictions ou à d'éventuelles interdictions en vertu de lois étrangères. Il incombe au lecteur de se renseigner quant à son statut à cet égard et de respecter les lois et règlements qui le concernent. Nous vous conseillons de consulter des conseillers professionnels qualifiés notamment en matière juridique, financière et fiscale pour déterminer votre position par rapport au contenu de la présente publication.